



ARCHIVES

DOSSIERS D'ACTU

SERVICES

VIDÉOS

PAGES THÉMATIQUES

CHRONIQUES

L'HUMANITÉ DES DÉBATS

LIBRES ECHANGES

PLATE-FORME INTERNATIONALE

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Article paru le 5 juin 2010

ENVOYER

IMPRIMER

L'HUMANITÉ DES DÉBATS

Non à l'ultralibéralisme en matière alimentaire !

PAR CHRISTIAN HERVY, MAIRE DE CHEVILLY-LARUE, CONSEILLER GÉNÉRAL DU VAL-DE-MARNE, ADMINISTRATEUR DE LA SEMMARIS

Pourquoi faut-il préserver les périmètres de référence des MIN ?

L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi sur les réseaux consulaires qui consiste en fait à transcrire dans le droit français certains aspects de la directive « services », la fameuse directive Bolkestein. Ce projet de loi comportait certaines dispositions concernant les marchés d'intérêt national (MIN), que la rapporteure à l'Assemblée, Mme Vautrin, a proposé d'amender en commission, alors même qu'une concertation menée par le gouvernement avait permis de stabiliser le texte d'une manière qui préservait les intérêts des entreprises des MIN et qui avait reçu l'aval de Bruxelles, dit-on.

De quoi s'agit-il, et qu'est-ce qui est en jeu ?

L'objet de l'amendement vise tout simplement à supprimer les périmètres de référence des MIN – les anciens périmètres de protection – qui empêchent actuellement les grossistes en produits frais de s'établir dans le périmètre des agglomérations disposant d'un MIN. Ces périmètres ont été conçus pour organiser un système de distribution qui avait pour objectif de permettre la mise sur le marché des productions agricoles régionaux, de maîtriser la formation des prix, de veiller à la moralité des transactions grâce à la police des marchés, de contrôler les flux de marchandises avec un suivi douanier, et de veiller à la sécurité alimentaire des approvisionnements grâce aux contrôles vétérinaires et phytosanitaires in situ. Les MIN ont donc une mission de service public et de protection de la santé publique. Observons tout d'abord que l'amendement Vautrin annihile les dispositions arrêtées en 2003 par le gouvernement de la droite, qui avait réformé de manière cohérente les MIN.

Observons ensuite que les dérogations accordées à Metro, dans l'agglomération parisienne, ont toutes fait l'objet d'un recours au Conseil d'État, lequel a systématiquement donné raison aux PME plaignantes en considérant notamment que les périmètres de protection étaient tout à fait compatibles avec le droit européen de la concurrence. Cela n'a pas empêché Metro de passer outre et d'obtenir, parfois avec l'appui de collectivités importantes, les autorisations de construire. Les MIN ne sont donc pas un lieu de privilèges qu'il faudrait abattre au bénéfice de la grande distribution, et pas davantage un monopole comme on a pu le lire dans la bouche d'un député UMP dont l'ultralibéralisme le dispute sans doute à l'ignorance du sujet. Ce sont des plates-formes économiques importantes, qui regroupent sur 17 localisations régionales, 26 000 emplois, des dizaines de milliers d'acheteurs, et qui ont fait l'objet, ces dernières années, d'investissements considérables de la part des collectivités territoriales, souvent sollicitées par l'État, ce grand gardien de la bonne utilisation de la dépense publique.

Quelles peuvent être les conséquences du maintien de l'amendement Vautrin-Metro ?

Tout d'abord, ce serait la mort annoncée d'un circuit de distribution qui constitue un trait d'union efficace entre les producteurs régionaux de nos terroirs et les consommateurs finaux (habitants, restaurants scolaires, comités d'entreprise, crèches, hôpitaux, maisons de retraite, foyers de personnes handicapées...), quand bien même leur service serait concédé. Ce serait ensuite prendre un risque inconsidéré en matière de sécurité alimentaire, car la déréglementation envisagée permettrait aussi à des opérateurs peu scrupuleux de s'établir à l'écart des sites surveillés et de pénétrer le marché en faisant du dumping. Ce serait également accélérer la disparition d'exploitations agricoles déjà durement éprouvées par la politique agricole commune (PAC). À l'autre bout de la chaîne, ce sont les marchés de comestibles de nos centres-villes qui ne tarderaient pas à périr, alors que leur rôle social est indispensable à côté des supérettes et des commerçants sédentaires pour faire vivre le cœur des villes.

Et puisque cette année 2010 est placée sous le signe de la biodiversité, comment ne pas souligner combien celle-ci est tributaire d'une agriculture et d'une ruralité dynamiques. Et que restera-t-il de nos MIN ? Des sites qui attiseront la convoitise des spéculateurs immobiliers ? Des milliers d'emplois



PUBLICITÉ -

LE FIL ROUGE

RÉFORME DES RETRAITES

Les vidéos

"L'hymne" de Freegaza écrit par Tommy Sands, poète et musicien

The shores of gaza

We are sailing away, with hope in our soul
Sailing to say, "You are not alone."
Sailing today, "Salam, Shalom,"
For peace on the shores of Gaza.

Toutes les vidéos

INTERACTIF -

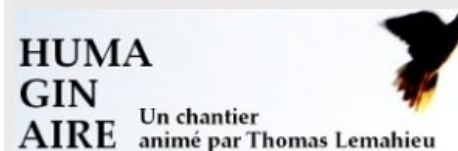
La newsletter

abonnez vous à la lettre de diffusion

ANNONCES EMPLOI

ALAPAGE.COM

LIENS



perdus qui ne seront remplacés par rien, alors que ces plates-formes logistiques et marchandes constituent un débouché pour une grande diversité de main-d'œuvre, des métiers les plus élaborés à la population la moins qualifiée ? Gageons que Nicolas Sarkozy saura se souvenir, avant qu'il ne soit trop tard, de cette « France qui travaille et qui se lève tôt », une France qu'il est allé flatter à Rungis quand il avait besoin de ses suffrages.

Obtenir le retrait de l'amendement Vautrin-Metro est donc une grande cause d'intérêt public, une grande cause humaniste, et une affaire qui intéresse hautement les démocrates, les progressistes et tous les antilibéraux. C'est au Sénat que le combat se mène en ce moment. Que se multiplient donc les interventions auprès des parlementaires pour que l'ultralibéralisme poussé à l'irresponsabilité laisse la place à la raison et au service public en attendant mieux, c'est-à-dire une grande politique économique et écologique de l'agriculture, de la distribution et de l'alimentation.

Pour agir, une pétition est à votre disposition sur www.mesopinions.com, en tapant « marchés » ou « MIN ».

DANS LA MÊME RUBRIQUE

Humanité du 5 juin 2010

L'explosion des criminalités tous azimuts et la faillite des États à l'heure de la mondialisation

École : la fin d'une ambition ?

« L'efficacité de notre système éducatif est surtout une question d'organisation »

Des économies qui coûteront cher

Des gouvernements « de gauche » qui reposent sur un socle populaire

Ecole, Revue de presse

Ecole. Ils ont dit

Lever le blocus de Gaza, une question de justice

Parlons-en !

Quelle régulation financière pour l'Europe ?

Quelle régulation financière pour l'Europe ? Face-à-face

Seul objectif : supprimer des postes

Une lecture dialectique de la biologie qui renouvelle la vieille question de l'identité

Vers un appareil à fabriquer les sujets de la société néolibérale

côté quartiers
le blog d'Ixchel Delaporte



LES LETTRES *françaises*

